



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

25 FEV. 2014

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI

☎ : 04 72 61 37 79

✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 modifié autorisant la société FOT IMPRIMEURS à poursuivre l'exploitation des installations de son établissement situé ZAC de Satolas Green à PUSIGNAN ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 visant à fixer les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE), issus du fonctionnement des installations exploitées par la société FOT IMPRIMEURS ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 10 février 2014 en application des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 10 février 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux d'exploitation de la société FOT IMPRIMEURS ZAC de Satolas Green à PUSIGNAN, réalisée le 4 février 2014, a permis à l'inspection des installations classées de faire les constatations suivantes :

- . le site est exploité sans autorisation de rejet de la part du GRAND LYON (*paragraphe 3.6 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 susvisé*) ;
- . les fréquences des analyses portant sur les rejets aqueux ne sont pas respectées ; lors de la campagne de janvier 2014, les rejets du point n° 2 n'ont pas été analysés et au niveau du point de rejet n° 1, tous les paramètres n'ont pas été recherchés (*paragraphes 3.9 et 3.11 de l'article 4 et paragraphe 2.2 de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 précité*) ;

.../...

- . les fréquences des analyses concernant les rejets atmosphériques ne sont pas respectées ; lors de la campagne de 2009, les rejets liés aux cyclones (compacteurs) n'ont pas été pris en compte ; par ailleurs s'agissant des rejets liés aux rotatives, tous les paramètres n'ont pas été recherchés (*paragraphes 2.4 et 2.5 de l'article 3 et paragraphe 2.1 de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 déjà visé*) ;
- . l'exploitant ne s'est pas conformé aux échéances qui lui ont été fixées (*article 10 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 précédemment visé*) et ce, en vue :
- . d'assurer le maintien dans les limites de propriété de la zone des effets irréversibles d'un incendie de stockage de bobines (6 mois) ;
- . d'aménager le stockage de palettes (6 mois) ;
- . de réaliser une mesure de niveaux sonores (6 mois) ;
- . l'exploitant n'a pas engagé la phase de surveillance initiale (*paragraphe 3.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé*) ;

CONSIDERANT que la société FOT IMPRIMEURS ne respecte pas l'intégralité des dispositions qui encadrent le fonctionnement de ses installations situées à PUSIGNAN, ZAC de Satolas Green ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il est nécessaire d'enjoindre à la société FOT IMPRIMEURS, de se conformer à l'ensemble des prescriptions qui lui sont imposées et notamment, à celles fixées par les paragraphes 2.4 et 2.5 de l'article 3, 3.6, 3.9 et 3.11 de l'article 4, 2.1 et 2.2 de l'article 9 et par l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009, ainsi que par le paragraphe 3.1 de l'article 3 du 23 novembre 2011 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

## ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société FOT IMPRIMEURS dont les installations sont fixées ZAC de Satolas Green à PUSIGNAN, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions suivantes :

*En ce qui concerne l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 susvisé :*

- . *dans le délai de deux semaines*, l'article 10 (en application des points 1.2.1 et 1.2.4 de l'article 8 dudit arrêté) ;
- . *dans le délai de deux mois*, le paragraphe 3.6 de l'article 4 ;
- . *dans le délai de six mois*, les paragraphes 2.4 et 2.5 de l'article 3 et les paragraphes 2.1 et 2.3 de l'article 9 ;

. dans le délai de douze mois, les paragraphes 3.9 et 3.11 de l'article 4 et le paragraphe 2.2 de l'article 9 ;

*En ce qui concerne l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 précité :*

. dans le délai de deux mois, le paragraphe 3.1 de l'article 3.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

. au maire de PUSIGNAN

. à l'exploitant.

Lyon, le **25 FEV. 2014**

Le Préfet,

Pour le Préfet,

~~La Secrétaire Générale,~~



Isabelle DAVID

